Contrôle des armes à feu

M. Nystrom: Monsieur le Président, j'aimerais faire deux remarques, et de façon très sérieuse. Quand vous avez compté les députés présents qui s'opposaient à la prolongation de la séance, il était 16 h 1 minute, et le député de Malahat—Cowichan—Les Îles (M. Manly) avait dit qu'il était 16 heures. D'après notre Règlement, à 16 heures, nous passons aux mesures d'initiative parlementaire, et on ne pouvait pas présenter de motion à ce moment-là, puisque nous n'étions plus en train de débattre normalement de la question de la peine capitale. Il est 16 heures, un député dit qu'il est 16 heures, et vous n'avez pas, à mon avis, le droit de présenter cette motion à ce moment-là.

Deuxièmement, monsieur le Président, le député de Winnipeg—Assiniboine (M. McKenzie) vous a communiqué par écrit le texte d'une motion de prolongation des heures de séance déclarant qu'il souhaitait prolonger la séance de la Chambre consacrée à la motion. Or, monsieur le Président, cette initiative n'était manifestement pas recevable. Il vous a envoyé cette motion par écrit, et il s'est levé et a essayé oralement de la transformer de «motion» qu'elle était en «amendement».

La pratique de la Chambre veut que, si l'on propose un amendement ou une motion, on le fasse par écrit en s'adressant au Président.

Tout d'abord, monsieur le Président, vous avez compté les députés qui s'opposaient à la prolongation de séance après 16 heures et, deuxièmement, la motion a été modifiée alors que le Président s'était déjà levé pour étudier la motion écrite initiale.

Je pense que dans les deux cas nous avons un vice de procédure.

M. Fulton: J'invoque le Règlement, monsieur le Président . . .

Le président suppléant (M. Paproski): Avant de laisser d'autres députés faire un rappel au Règlement, je tiens à préciser que nous sommes en train d'établir un précédent. Avant de donner la parole au député, s'il a l'obligance de patienter quelques instants, j'aimerais pouvoir me reporter à la transcription officielle de ce que je cherche pour l'instant à vérifier.

A l'ordre, s'il vous plaît. La présidence a considéré cette motion et la juge recevable. Nous allons maintenant passer à l'heure des mesures d'initiative parlementaire et continuer ensuite à 17 h 10 le débat entamé cet après-midi.

M. Murphy: Grâce à vous, les gars, adieu la fin de semaine.

Une voix: C'est ça, le nouveau fédéralisme coopératif?

M. Allmand: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je voudrais poser une question au leader adjoint du gouvernement à la Chambre. Nous sommes saisis d'une motion d'une importance cruciale, puisqu'il s'agit du rétablissement de la peine capitale. Pense-t-il que c'est la bonne manière d'étudier une motion comme celle-là, en fin d'après-midi, le vendredi, sans avoir consulté les partis d'opposition, alors que l'enjeu est le rétablissement de la peine capitale? Est-ce la politique officielle du parti conservateur d'examiner de cette façon des questions aussi graves?

Un vote pourrait avoir lieu ce soir en l'absence des deux tiers des députés . . .

M. King: Non, ce n'est pas possible.

M. Lewis: Pas du tout.

M. Allmand: Le débat pourrait prendre fin. Le député a raison. Le vote ne pourrait pas avoir lieu, mais le débat risque de prendre fin et le vote aurait lieu lundi, avant que de nombreux députés n'aient pu prendre la parole.

Est-ce ainsi que le gouvernement veut étudier cette question si importante? Si c'est le cas, qu'il ne compte pas sur ma collaboration ni cette semaine, ni jamais plus.

M. Manly: C'est une honte.

Le président suppléant (M. Paproski): Ce n'est pas un rappel au Règlement. Comme il est 16 h 10, la Chambre pas à l'étude des initiatives parlementaires . . .

M. Prud'homme: Monsieur le Président, à propos de ce rappel au Règlement . . .

M. Malone: Ce n'est pas possible, puisque ce n'en était pas un.

Le président suppléant (M. Paproski): Nous passons maintenant aux initiatives parlementaires, auxquelles la prochaine heure sera réservée. Si le député veut invoquer le Règlement à propos de la motion, il pourra le faire après les initiatives parlementaires, que je ne veux pas perturber.

Comme il est 16 h 10, la Chambre passe à l'étude des initiatives parlementaires énumérées au *Feuilleton* d'aujourd'hui.

INITIATIVES PARLEMENTAIRES— PROJETS DE LOI PUBLICS

[Traduction]

LE CODE CRIMINEL

MESURE MODIFICATIVE

M. Jim Fulton (Skeena) propose: Que le projet de loi C-213, tendant à modifier le Code criminel (contrôle des armes à feu), soit lu pour la 2^e fois et renvoyé à un comité législatif.

● (1610)

—Monsieur le Président, c'est un moment inquiétant pour entreprendre le débat sur le projet de loi C-213, qui revêt, je pense, une importance fondamentale pour bien des Canadiens. Le projet de loi comporte deux articles. Le premier porte sur l'abolition du pouvoir de procéder sans mandat à une perquisition et à une saisie dans une maison d'habitation. Ce projet de loi résulte des amendements qui ont été apportés au Code criminel en 1977. Depuis lors, à la suite de l'adoption de la Charte en 1982, de nombreux Canadiens voyaient avec répugnance l'article qui avait été adopté en 1977 et qui permettait à un agent de la paix, sans mandat, de procéder à une perquisition et à une saisie dans une maison d'habitation. En vertu de la Charte, vous le savez, les perquisitions et les saisies déraisonnables ne sont plus possibles. De nombreux députés voudront, je pense, appuyer cet article de mon projet de loi.